



COMMENTAIRES DES PARTICIPANTS

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Je souhaite poser une question à chacun d'entre vous, en commençant par Lourdes puis je m'adresserai au docteur Il Sakong et enfin à Jacob Frenkel. Quand nous parlons du G20, nous devons nous rappeler qu'en réalité, il existe deux organismes. Il y a le groupe des dirigeants, notre sujet, qui s'est développé à partir de la réunion des ministres des finances, et il y a le G20 Finances. Ces deux groupes sont très liés. J'ai deux questions. Tout d'abord, dans quelle mesure pensez-vous que le G20 des dirigeants reste étroitement lié au G20 des ministres des finances ? Ou bien pensez-vous que les ministres des affaires étrangères jouent de plus en plus un rôle pivot au sein du groupe des dirigeants ? C'est une première question.

La seconde question est peut-être un peu plus provocatrice. Le groupe des ministres des Finances n'est pas constitué exactement des mêmes membres, mais il est relativement homogène. Les membres du groupe constitutif clé du G20 Finances se réunissent aussi en tant que membres du Comité Monétaire et Financier International (IMFC). D'autre part, dans le cadre du FMI se tient une réunion d'environ 24 ministres des finances, dont beaucoup font partie du G20 Finances. Et il existe plusieurs autres recouvrements de ce type. Y a-t-il une logique à préserver le G20 des dirigeants, qui se réunissent en tant que chefs d'Etat et de gouvernement, comme cela s'est passé à Séoul et se passera prochainement au Mexique et ainsi de suite ? Est-il vraiment nécessaire de conserver la distinction entre le G20 Finances et l'IMFC (Comité monétaire et financier international) ? Ou pourrions-nous envisager un scénario en vertu duquel ces deux groupes de ministres des Finances fusionneraient ? Pourriez-vous me donner votre avis sur ces deux points, dans l'ordre que vous souhaitez ?

Lourdes ARANDA BEZAURY, Sherpa du Mexique pour le G20, secrétaire d'État mexicain aux Relations extérieures

Je répondrai d'abord à la première question, pour éviter de contrarier mon ministre des Finances sur la deuxième si je ne réponds pas correctement ! Elle soulève un point très clair, quand vous affirmez que les G20 ne se limitent pas aux sommets, mais constituent un processus à part entière. Pour organiser un sommet, nous avons besoin de toute la préparation et de tous les comptes-rendus des différentes réunions des vice-ministres et des sherpas. Et puis, il y a les réunions des ministres des Finances. Aujourd'hui, nous suivons le processus d'évaluation mutuel, qui exige que nous nous réunissions très régulièrement, ce qui est impossible pour les sommets des dirigeants, car ce processus d'évaluation doit être conduit tout au long de l'année.

Plusieurs questions très techniques doivent être débattues dans les instances appropriées en amont du sommet. Le sommet se tient pour apporter une contribution politique au processus, et fixer la forme que prendra la réunion suivante. Je suis convaincue que les dirigeants eux-mêmes doivent se réunir pour analyser de manière précise la question des quotes-parts au FMI ainsi que d'autres enjeux. Leur rôle est de donner des orientations à chacun d'entre nous.

Finalement, leur champ d'action ne se limitera pas seulement aux questions économiques et financières, mais devra s'étendre à d'autres sujets. Il est arrivé, par exemple, que la question du commerce international soit débattue sans que les dirigeants parviennent à apporter leur soutien politique à la résolution du problème. C'est à nous, les ministres, d'y travailler pour que les dirigeants puissent donner des instructions exactes sur la manière d'agir. Jusqu'ici, il n'y a jamais eu de réunion des ministres des Affaires Etrangères et je pense que nous devrions reconsidérer ce point.



Finalement, comme je l'ai dit, le G20 devra aborder certaines questions politiques, dont celle de la gouvernance qui est de première importance. Quel est le rôle du G20 relativement à ce qui se passe dans d'autres forums internationaux ?

Il y a une polémique sur la raison pour laquelle le G20 décide de sujets essentiels sans y faire participer tous les États-nations. Ce débat est souvent tenu à l'ONU et provoque des réticences de la part de certains pays. Le G20 pense que c'est à lui de traiter le problème de la gouvernance. Je pense qu'il est beaucoup plus facile pour les ministres des Affaires Étrangères de poursuivre la discussion sur les questions de gouvernance mondiale. Le Premier ministre Cameron a présenté un rapport très approfondi sur ce sujet, auquel il nous reste à donner suite, ce qui peut être fait par l'intermédiaire des ministres des Affaires Étrangères. Nous nous trouvons face à un processus en évolution et le G20 doit tirer les leçons des erreurs commises dans le passé et de ses propres erreurs. Nous devons trouver les moyens de sortir de l'enlisement international que nous vivons à l'heure actuelle.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Docteur Il Sakong, que pensez-vous de l'existence de deux instances distinctes : l'IMFC et le Comité des Finances du G20 ?

Il SAKONG, Envoyé du Président de la République de Corée

Kemal a soulevé cette question pour avoir une clarification. Quand nous parlons de G20, à mon avis, il s'agit d'une réunion au sommet. En pleine aggravation de la crise financière mondiale, les dirigeants ont décidé de se réunir. Au départ, ils ne savaient pas s'ils seraient 20, 14 ou 15, mais ils ont fini par opter pour 20 pays. Puisqu'une réunion des ministres des Finances était déjà prévue, pourquoi ne pas en profiter ? Je ne vous apprends rien en vous disant qu'il y a toutes sortes d'histoires qui courent sur le sujet, mais finalement ce processus a abouti à la constitution du G20. Même si son pendant financier n'avait jamais existé, il semble tout à fait naturel de tenir une réunion des ministres des Finances du G20 en appui au sommet des dirigeants.

Il existe désormais le processus d'organisation du sommet du G20, lequel prend appui sur la réunion des ministres des Finances du G20, elle-même soutenue par la réunion des ministres adjoints des Finances, soutenue à son tour par la réunion des sherpas du G20. Tout cela fait partie intégrante du sommet du G20 et n'en est pas séparé. Les Ministres des Finances du G20 se réunissent dans le but d'aider les dirigeants à prendre les décisions stratégiques et importantes.

Par la suite, la Corée a créé le Sommet des Affaires. C'est un sommet qui se tient en général en même temps que le G20. Le Sommet des Affaires fait maintenant partie intégrante du G20. Autrement dit, les dirigeants d'entreprise se rencontrent au moment du sommet et dans le cadre d'un processus d'ensemble. Leur apport est directement canalisé dans le processus du sommet et certaines de leurs recommandations se retrouvent dans les communiqués finaux. Il existe donc quatre groupes qui se réunissent : le Sommet des Affaires, la réunion des ministres des Finances, la réunion des Adjoints et la réunion des Sherpas.

Après s'être imposé en tant qu'instance de pilotage viable, le G20 voudra peut-être adjoindre une réunion des ministres des Affaires étrangères pour aborder les questions de sécurité, voire une réunion des Ministres du Travail pour les questions liées à l'emploi, comme en 2011 à Cannes, où s'est tenu le « L20 » (G20 ministers of Labour). Cependant, encore une fois, l'essentiel n'est pas dans les rencontres de ministres, mais dans le processus. Les ministres doivent travailler constamment pour aboutir à des décisions qui seront soumises aux dirigeants afin d'être entérinées.



En ce qui concerne l'IMFC et le G20, il y a déjà eu des débats sur cette question. L'IMFC est composé de plusieurs groupes constitutifs clés et possède une organisation encore plus complexe. À terme, il pourrait exister une relation structurelle formelle avec le FMI. Le sujet mérite d'être discuté davantage, mais je pense qu'au stade actuel cela ne ferait que compliquer le processus du G20.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

En tant que modérateur de la conférence, je suis amené à pousser l'analyse un peu plus loin. Je pense que le G20 a été une immense avancée pour l'économie mondiale. Comme vous l'avez tous fait remarquer, il a permis d'introduire des acteurs clés issus des marchés émergents. Jacob a donné des chiffres qui montrent bien à quel point le monde a changé. Désormais, tenir des réunions sur l'économie mondiale sans le Mexique, la Corée, le Brésil, la Chine et la Turquie, par exemple, n'aurait plus aucun sens. Cependant, nous n'avons pas épuisé le sujet, loin s'en faut.

Que disons-nous à l'Égypte, qui est un pays majeur avec une population équivalente ou plus importante que beaucoup de pays membres du G20 ? Que disons-nous à la Colombie ? Je sais que nos amis colombiens sont très liés au Mexique et à l'Argentine et, au même titre que ces deux pays ils s'estiment un pays majeur en Amérique latine. La Colombie va-t-elle rester exclue ? Que disons-nous au Nigeria, cet immense pays africain qui ne fait pas partie du G20 ? Une partie des critiques auxquelles nous sommes exposés vient de là. Certes, à mon avis, le fait que tous les pays soient membres du FMI rend la situation un peu plus facile, mais je réitère ma question : que dites-vous au Nigeria, à l'Égypte et à la Colombie ? Je laisse d'abord la parole à Monsieur Sakong et ensuite nous écouterons Lourdes.

II SAKONG, Envoyé du Président de la République de Corée

Nous sommes tous d'accord sur le fait qu'idéalement ce dont a besoin la communauté mondiale est un G192, comme cela s'est passé à Copenhague. Il est impossible d'inclure tous les pays, et le G20 représente plus de 85 % du PIB mondial et les deux tiers de la population. Ce qui est essentiel, c'est que le G20 mène des activités de sensibilisation directe auprès des pays qui ne sont pas membres. La Corée a même désigné un ambassadeur dans ce but, qui va engager à plein temps un dialogue avec ces pays en dehors du G20.

La Corée dira à ces pays : nous pouvons vous représenter ; nous connaissons vos priorités, préoccupations et souffrances mieux que quiconque, alors collaborons ! Un G193 ne peut pas fonctionner. Avant il n'existait que le G7, auquel ont été ajoutées les économies émergentes. Il faut accepter un certain compromis, et je pense que l'essentiel est de développer ces activités de sensibilisation directe.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Lourdes, je suis sûr que des voix se font entendre sur ce sujet en Amérique latine.

Lourdes ARANDA BEZAURY, Sherpa du Mexique pour le G20, secrétaire d'État mexicain aux Relations extérieures

Pas seulement en Amérique latine. Un groupe peut difficilement exister sans générer de frustration chez ceux qui n'en font pas partie et estiment qu'ils devraient être inclus. Il y a longtemps, quand nous avons travaillé avec le G8 sur



l'activité de sensibilisation du G5, c'était un groupement plus petit encore et il a été aussi très fortement critiqué. Cependant, je suis convaincue que pour atteindre un certain niveau d'efficacité, et une capacité à agir parmi les chefs de file, il n'y a pas de place pour tout le monde à la table des négociations. Quand vous faites partie des exclus, vous vous demandez pourquoi un pays est là plutôt que le vôtre. Nous devons donc en effet poursuivre le travail de sensibilisation directe.

Les réunions du G20 ne sont d'ailleurs pas limitées aux 20 membres. Il y a parfois cinq autres pays présents en tant qu'invités, ce qui porte le chiffre à 25, et des organisations internationales participent également. Cela aboutit à 30 personnes autour de la table, et remet en cause l'efficacité de la rencontre. Je suis persuadée qu'il existe une solution. La Corée a pris une excellente initiative en créant ce poste d'ambassadeur spécial. Quant à nous, nous avons nommé un représentant spécial pour les questions du G20, qui essaie de s'occuper de la sensibilisation. Je le seconde moi-même autant que mon emploi du temps le permet. L'idée est d'agir un maximum via l'ONU. Il y a aussi un groupe G3 avec lequel nous collaborons souvent par l'entremise des organisations internationales.

Je ne pense pas que le Mexique puisse endosser le rôle de représentant, parce qu'il n'en a pas la capacité, mais il peut agir en tant que conseiller auprès d'autres groupes et pays pour essayer de les inclure et de comprendre leurs problèmes. Nous devons faire part de nos actions et écouter leurs réactions. Ces échanges ne doivent pas se limiter aux seuls pays; mon expérience m'a prouvé l'importance des nombreux groupes de réflexion et des organisations internationales, et nous en tenons compte. Ma seule préoccupation est que la plupart d'entre eux se vouent à une cause unique à mettre impérativement à l'ordre du jour. Or prendre en compte la totalité de ces questions reviendrait simplement à recréer l'ONU, sans la capacité à satisfaire toutes les attentes. Il n'existe pas de solution simple, mais l'idée consiste à être aussi représentatif que possible, c'est-à-dire à faire entendre et comprendre les préoccupations de chacun.



Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Jacob, avez-vous des commentaires sur ce point avant que nous passions à d'autres questions ? Pouvez-vous répondre en qualité de personne n'ayant aucune position officielle à défendre, pour ainsi dire.

Jacob FRENKEL

En tant qu'ancien conseiller économique et directeur de la recherche du FMI, je suis évidemment d'accord avec vous sur la prémisse de votre première question, stipulant que le FMI est une véritable institution mondiale, universelle. Tous les autres sous-groupes sont là non pas pour affaiblir le FMI, mais pour le soutenir. Au sein de ce système, il n'est pas possible de donner les commandes à chaque petit pays. À mon avis, le rôle des organisations internationales est de créer un environnement économique et financier fondé sur la coopération au service du bien commun. Dans ce cadre, chaque État fait de son mieux.

La responsabilité de mettre en œuvre des politiques économiques adéquates revient à chaque pays, avec des répercussions variables sur l'économie mondiale en fonction de la taille de chacun. C'est donc le rôle des grands pays de favoriser un environnement stable pour le reste du monde, afin que tous en bénéficient.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Laissez-moi dire quelques mots sur ce sujet d'abord, Jacob. Je voudrais orienter la discussion sur le point suivant et y associer la question européenne. Il s'agit de l'ensemble des interactions entre les problèmes et les enjeux régionaux et l'enjeu mondial. Dans le contexte européen, il y a un vrai débat sur la crise de l'euro, la crise de la zone euro. Est-ce à l'Europe seule de s'en occuper ? Si c'est le cas, il revient aux seules institutions européennes de résoudre le problème. Ou alors, au contraire, cette crise fait-elle partie d'un enjeu global ? Si tel est le cas, le G20 en tant qu'instance de pilotage mondial et le FMI en tant qu'organisation financière macroéconomique mondiale ont tous les deux un rôle à jouer.

La décision prise au sommet hier nous a prouvé qu'un rôle spécifique est dévolu au FMI. En d'autres termes, le FMI est invité à jouer un rôle. Les dirigeants européens disent qu'ils vont demander à leurs Banques centrales de prêter des fonds au FMI pour que celui-ci puisse établir des programmes de soutien. Nous avons vu pendant le sommet de Cannes la part dominante qu'a prise la crise européenne dans les discussions du G20, donc je pense qu'il y a un lien. Cependant, cette question, ou au moins une partie de cette question, renvoie à la façon dont le G20 traite les enjeux régionaux. Pour commencer cette discussion, peut-être pouvez-vous dire quelques mots sur l'Europe, Jacob. Je voudrais que vous abordiez non pas uniquement l'Europe en tant que telle, mais les liens entre la crise européenne et l'économie mondiale.

Jacob FRENKEL

Pour commencer, à notre époque, les frontières politiques ne prémunissent plus contre les chocs économiques et financiers, lesquels naissent à un endroit et aboutissent par contagion partout ailleurs, tels les virus, les maladies et les atteintes à l'environnement. Pour faire face à cette imbrication au niveau mondial, nous devons fixer un cadre international de qualité, ce que nous offre le FMI. Cependant, il faut aussi comprendre que le lieu d'origine du choc lui confère une singularité. Dans le cas de l'Europe, il faut analyser la gouvernance et les politiques particulières menées sur ce territoire. Permettez-moi d'en parler un peu.



2011 est derrière nous. L'année prochaine, la zone euro devrait connaître un taux négatif de croissance de -0.5 %, et l'Italie de -1.8 %. La France prévoit une croissance de 0.1 %. Ces chiffres tournent donc autour de zéro. La situation est-elle satisfaisante? Correspond-elle à ce qu'envisageaient les initiateurs du rêve de l'euro ? Cela signifie-t-il que nous devons renoncer à ce rêve, ou plutôt analyser ce qui n'a pas fonctionné ? On dit que pour qu'un rêve se réalise, il faut se réveiller d'abord. Je pense que le réveil sonne maintenant haut et fort.

Cette situation est l'occasion d'un nouveau départ. Il y a toute la motivation nécessaire, venant aussi bien du public que du milieu politique, et on peut se demander pourquoi rien n'a été fait jusque-là. Je pense que la question de la motivation est essentielle. Pour faire revenir quelques sourires en cette époque sombre, laissez-moi vous raconter une anecdote. Un homme avait été condamné à mourir sur la chaise électrique, mais il était tellement gros qu'il ne pouvait pas s'y asseoir. On lui dit de rentrer chez lui, de faire un régime et de revenir dans six mois. Il revint donc six mois après, mais beaucoup plus gros encore. On lui demanda évidemment, « Pourquoi est-ce que vous n'avez pas fait de régime ? » Et il répondit : « Je n'étais pas motivé. »

Ce week-end passé est un parfait exemple de la réalité de la situation européenne. Quand les nations estiment qu'elles sont dos au mur, il y a un empressement à réexaminer des sujets qui n'avaient jamais été mis sur la table. Laissez-moi vous donner quelques exemples. Tout d'abord, je sais que certains d'entre vous sont des avocats, et je voudrais savoir combien de contrats vous accepteriez de valider s'ils ne contenaient aucune clause de sortie. Le contrat sur la zone euro repose précisément sur l'hypothèse que l'absence d'une clause de sortie est un atout qui améliorera la crédibilité. Ce que je veux dire, c'est qu'on peut se passer de fenêtre quand il n'y a pas de feu, mais que quand il y en a un, il faut avoir prévu une porte. Par conséquent, il est important de fixer les règles à l'avance.

Le traité de Maastricht était régi par le pacte de stabilité et de croissance, immédiatement violé par la France et l'Allemagne. Il faut cependant noter que dans ce pacte, la part belle était faite à la stabilité et très peu à la croissance. Dans la même ligne, au sein de l'Union économique et monétaire (UEM), l'effort s'est concentré sur le plan monétaire, et très peu sur le plan économique. En observant les exemples du passé, on constate que la viabilité d'un accord est basée sur une complémentarité équilibrée entre stabilité et croissance.

Quelle est l'origine de l'échec de la croissance? Ceci m'amène à votre question, M. le Président. Au vu de l'Europe actuelle, il s'avère que plusieurs pays ont perdu significativement leur compétitivité pendant la dernière décennie. L'Italie est un exemple flagrant. En revanche, d'autres ont considérablement progressé, comme l'Allemagne. Un grand écart de compétitivité est apparu au sein de la famille. Dans une famille divisée, quels sont les moyens de réconcilier les membres? Ces écarts s'expriment par les importants surplus générés en Allemagne au fil des ans, et qui représentent 5 % par an dans le compte courant de la balance des paiements. Ces sommes ont financé de très grands déficits dans d'autres pays européens : le Portugal, l'Irlande, l'Espagne, la Grèce, pour n'en nommer que quelques-uns.

Dans l'ensemble, le relatif équilibre de l'Europe a fait la fierté de ses dirigeants pendant de nombreuses années. Ceux-ci pouvaient affirmer, « Nous ne contribuons pas aux déséquilibres mondiaux, contrairement à l'Asie et aux Etats-Unis. » Cependant, le cancer rongait à l'intérieur, sous forme de déséquilibres intra-européens très importants. Puisque la crise actuelle offre une occasion de prendre un nouveau départ, il faut avant tout empêcher ces déséquilibres de réapparaître, car ils engendrent une dette énorme.

Nous savons maintenant que même la dette privée devient dette souveraine en temps de crise et va jusqu'à menacer les démocraties et jusqu'à véritablement détruire la classe moyenne. La crise donne "le droit" de mettre en œuvre des politiques impopulaires, les gouvernements ne résistant pas à la tentation d'agir sous le couvert de l'urgence. Nous avons tendance à prendre les mauvaises décisions pour réaliser des objectifs louables, mais faute d'avoir réfléchi à ce que nous voulons vraiment, nous avons négligé d'élaborer une stratégie de sortie en cas d'échec.

Nous avons besoin de transparence et d'une bonne gouvernance. Nous devons nous concentrer sur la croissance. Le système de l'euro a éliminé le risque de change, mais n'a pas éliminé le risque de crédit. Cependant, chaque pays est très différent en termes de solvabilité, ce qui a rendu difficile l'introduction d'une obligation paneuropéenne. Pour pouvoir prendre un nouveau départ, il faut nous concentrer sur ce point.



Je voudrais faire une dernière remarque. Le débat public s'est focalisé en grande partie sur la somme d'argent qui sera mise à disposition. Combien le FMI payera-t-il ? Combien l'Union européenne payera-t-elle ? Combien de ceci et combien de cela ? Cet argent est utilisé pour financer une période de transition, mais nous devons nous assurer que pendant cette période, suffisamment d'ajustements sont faits dans le pays en question. À la fin du voyage, il ne devrait plus y avoir aucun besoin de cet argent. Encore une fois, l'essentiel repose sur les mesures structurelles et non pas juste sur le financement.

Il y a un défi à relever. L'horloge politique demande beaucoup plus de temps pour aboutir à des résultats que l'horloge économique et l'horloge du marché. Pour les concilier, il n'y a qu'une solution, c'est la crédibilité, qui permette de croire aux promesses d'avenir. L'Europe doit adopter des mesures drastiques pour améliorer sa crédibilité.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Permettez-moi de récapituler. Je reprendrai le fil de cette discussion, mais je voudrais aussi essayer de nous concentrer sur les problématiques du G20. Je m'adresse à Il Sakong et à Lourdes. Comment voyez-vous l'articulation entre l'interaction régionale et l'interaction mondiale ? Que voudriez-vous dire sur la crise européenne, du point de vue du G20 ou du point de vue du FMI, si vous préférez ? Je voudrais faire une deuxième remarque. D'après votre expérience, y-a-t-il, au sein du G20, une division entre le G7, d'un côté, et les marchés émergents, de l'autre, les deux se comportant comme des sortes de sous-groupes ? Ou, au contraire, existe-t-il de nombreux groupements différents au sein du G20 qui se constituent et se défont en fonction des problématiques à traiter ? Après tout, l'Allemagne et la Chine sont plus proches l'une de l'autre en termes d'excédents des paiements courants que la Chine et l'Inde, par exemple. Comment voyez-vous la dynamique interne du G20 ?

II SAKONG, Envoyé du Président de la République de Corée

J'ai déjà donné une réponse à votre première question. Le G20 devrait intervenir dans la crise européenne actuelle et dans toute autre crise qui risque par contagion de s'étendre au reste du monde. Pour étayer mon propos, permettez-moi de mettre les choses en perspective.

La Grèce a une population d'environ 11 millions et son PIB représente un peu moins que 2 % de celui de l'UE. L'encours de sa dette souveraine représente un peu plus de 4 % de celle de l'Europe. De l'autre côté du globe, des ménagères coréennes lisent les journaux du matin pour savoir ce qui se passe en Grèce. Pourquoi ? Parce que les économies du monde sont si interdépendantes et intégrées. Je ne pense pas que pendant la crise financière asiatique entre 1997 et 1998 les ménagères d'Europe, d'Amérique ou de n'importe quel pays non asiatique aient été très concernées. La crise se passait loin en Corée, à Taïwan et en Thaïlande.

Cela signifie que depuis environ une dizaine d'années les économies mondiales sont devenues beaucoup plus fortement interdépendantes et beaucoup plus intégrées sur le plan financier. Nous vivons désormais dans ce genre de monde. Le G20 est supposé être une instance de pilotage mondiale et devrait donc intervenir dans des problèmes qui se posent au niveau national et même dans des cas tels que la crise grecque. En effet, faute d'avoir été bien gérée au niveau de l'Europe, la crise grecque est en train de devenir une préoccupation mondiale.

Tout problème qui se pose au niveau national a une dimension régionale et, dans une grande mesure, mondiale. C'est la raison pour laquelle j'ai dit que le G20 devrait s'impliquer de manière plus proactive dans le traitement de la crise actuelle de l'Union européenne, en étroite coopération avec le FMI. Car ce problème nous concerne tous, il concerne la communauté mondiale; il ne se limite pas à l'UE. Le G20 devrait donc intervenir et s'engager de façon de plus en plus proactive.

La deuxième question est celle de la dynamique interne du G20, qui est aussi un point très important. Je pense que la force et la santé du G20 résident jusqu'à présent dans le fait que tous les pays membres prennent position sur chaque question au cours des débats, ce qui permet d'éviter de diviser les sujets en deux catégories : ceux qui concernent



uniquement les pays émergents, et ceux qui concernent uniquement les pays avancés. Faire le contraire serait très malsain pour un forum mondial. A cet égard, je ne souhaite pas personnellement que le G7 agisse comme un groupe de pression au sein du G20.

C'est pourquoi j'ai totalement approuvé le fait que les Ministres des Finances du G20 décident de ne pas publier leurs communiqués avant la rencontre du G20 des dirigeants. Le but du G20 ne consiste pas à rapporter telle ou telle position du G7 avant la tenue du sommet. Quant aux Grecs, il n'est pas souhaitable qu'ils deviennent une sorte de groupe de pression non plus, ce qui est impossible d'ailleurs, vu les nombreuses différences de point de vue sur des problèmes très variés. Jusqu'à présent, je vois les événements comme une chance pour le G20, et je pense que le Groupe devrait continuer à travailler dans cette optique.

Lourdes ARANDA BEZAURY, Sherpa du Mexique pour le G20, secrétaire d'État mexicain aux Relations extérieures

Je suis entièrement d'accord avec Il Sakong sur le fait qu'il est très difficile d'avoir des sous-groupes constitués au sein du G20. Parfois, certains pays le souhaiteraient.

Il SAKONG, Envoyé du Président de la République de Corée

Ils portent sur des enjeux particuliers.

Lourdes ARANDA BEZAURY, Sherpa du Mexique pour le G20, secrétaire d'État mexicain aux Relations extérieures

Oui, mais nous essayons de l'éviter autant que possible. Les alliances au sein du G20 dépendent des enjeux, lesquels engendrent des prises de position divergentes. Par exemple, quand la question de l'effort d'assainissement budgétaire s'est posée, certains pays voulaient qu'il soit fait très rapidement, alors que d'autres non. C'est une réalité. En revanche, les questions financières et fiscales pourraient générer des regroupements de pays tout à fait différents. Je sais que certains pays émergents se consultent au début d'un sommet juste pour faire le point. Cependant, comme certains d'entre eux ont tellement peu de choses en commun, ce type de regroupement ne peut heureusement pas fonctionner.

Dans le second cas, il est parfaitement clair qu'une « crise européenne » sans impact sur nous tous n'existe pas. Au contraire, elle nous touche tous. Jusqu'ici, et depuis l'été, cette crise nous a affectés chacun de façon différente. Nous devons insister précisément sur ce point. Si nous ne prenons pas de mesures coordonnées face aux problèmes économiques, la situation ne fera qu'empirer, car il ne s'agit pas d'une crise régionale. Bien sûr, l'Europe doit trouver la solution par sa manière de prendre les décisions.



Cependant, il est très clair que le processus décisionnel européen peut affecter l'économie mondiale. C'est là que le G20 doit jouer son rôle pour essayer de le sauver. Au sein du G20, il n'existe aucune petite économie qui n'affecte chacun d'entre nous tous. L'économie grecque est relativement modeste, mais du point de vue de la plupart des économies du G20, si elle connaît une crise très grave, elle nous affectera tous. C'est pourquoi la coordination est la chose la plus importante.

Kemal DERVIS, Vice-président du département Économie mondiale de la Brookings Institution et conseiller à l'université Sabanci, ancien ministre des Affaires économiques de Turquie

Jacob, pouvez-vous dire un mot rapide sur les regroupements de pays, avant de donner la parole à l'assistance ?

Jacob FRENKEL, Président de JPMorgan Chase International, ancien Gouverneur de la Banque d'Israël

Je pense que nous devrions reconnaître que tous ces groupements sont des concepts dynamiques. J'existe depuis suffisamment longtemps pour me rappeler qu'à un certain moment dans le passé certains pays ont été qualifiés de pays moins avancés. Ensuite, le terme est devenu pays en voie de développement, puis économies émergentes. Après quoi on a dit pays pauvres. À l'autre extrémité du spectre, on parlait des économies développées et des économies industrielles. Tous ces termes très différents reflètent des perceptions différentes et permettent aux statisticiens et aux économistes de créer leurs tables de classification de données.

Cependant, en général, plus les marchés financiers sont intégrés, plus tout le monde est impacté. Ainsi, c'est la Banque des règlements internationaux (BRI) qui a fini par regrouper toutes les banques centrales. Initialement, la BRI était principalement constituée des banques des économies développées. Quand la BCE et le forum des banques centrales européennes ont été créés et localisés à Francfort, il est devenu évident que la BCE remplacerait la BRI, à moins que celle-ci ne prenne des mesures significatives. Le résultat de ces mesures a été l'élargissement de la BRI en incluant des pays comme la Corée et le Mexique, afin de faire de la BRI une institution plus mondiale. À cet égard, les institutions économiques les plus universelles restent les deux sœurs de Bretton Woods - le FMI et la Banque mondiale.